

marcomanes, Rome facilita le rachat des prisonniers de guerre. Cette période marque le début d'une modification dans le rachat des prisonniers de guerre avec l'apparition de la *constitutio de redemptis*. Le *redemptus* (le captif racheté) devenait esclave de son *redemptor* (celui qui l'avait racheté) jusqu'à ce qu'il soit en mesure de rembourser la totalité de la rançon versée pour sa libération. Ainsi protégé par la constitution, le racheteur pouvait être certain d'être remboursé, ce qui encouragea dès lors, selon l'A., le rachat des captifs romains. — La synthèse de Mariama Gueye vient, sans nul doute, combler une lacune historique béante sur le traitement des prisonniers de guerre. Ainsi que le rappelle le sous-titre de l'ouvrage, l'étude est consacrée aux « discours » sur les captifs. Aussi ne doit-on pas s'attendre à y trouver des références épigraphiques ou papyrologiques. La base de données de Manfred Claus ainsi que celle du *Papyrological Navigator* auraient pourtant pu être utilisées avec profit. On ne peut évidemment que regretter ce parti pris exclusif pour les sources littéraires et numismatiques qui s'explique toutefois aisément par l'abondance du corpus textuel. On regrettera aussi quelques approximations, soit dans les traductions (*captus est* traduit par « il est pris » plutôt que « il a été pris », ce qui modifie quelque peu l'analyse conduite dans le début du premier chapitre). Ces détails, qui indisposent peut-être les puristes, n'obèrent cependant pas les grandes qualités de ce travail. — Marianne BÉRAUD.

Alan BOWMAN, Andrew WILSON (éd.), *Settlement, Urbanization, and Population* (Oxford Studies on the Roman Economy), Oxford, University Press, 2011, 14.5 x 22.5, XX + 362 p., rel. £ 70, ISBN 978-0-19-960235-3.

Mesurer la démographie antique par l'étude de la densité des peuplements dans les campagnes et les villes de l'Empire romain est un vieux problème auquel ce livre, constitué pour l'essentiel de contributions d'archéologues, tente d'apporter des réponses nouvelles. Les différents chapitres dressent le bilan des recherches récentes sur les méthodes des prospections et leurs résultats pour la démographie en milieu rural ou urbain (partie I), et sur l'évaluation des densités urbaines, des taux d'urbanisation et des rangs et tailles des villes intégrées dans les réseaux régionaux (partie II). Ce volume collectif s'inscrit dans un programme de recherche intitulé *The Economy of the Roman Empire: Integration, Growth and Decline* et supervisé par les deux éditeurs du présent volume. La même collection avait déjà accueilli un premier volume des mêmes éditeurs : *Quantifying the Roman Economy: Methods and Problems*, Oxford, 2009. — L'ambition du livre est d'être une réponse critique aux approches macro-démographiques du monde romain, qui situent la population de l'Empire au II<sup>e</sup> siècle apr. J.-C. dans une fourchette extrêmement large de 55 à 100 millions d'habitants, laissant de ce fait la voie ouverte aux interprétations les plus divergentes de la croissance de la population à l'époque romaine et, de manière plus large, de l'économie romaine elle-même. — Les éditeurs ont ainsi invité les auteurs à surtout réfléchir à des méthodes et des modèles nouveaux, sans que se détachent encore des conclusions définitives. Et c'est en effet à la déconstruction de certains modèles anciens et à la mise en œuvre de nouveaux que s'attache le livre. — Cette utile réflexion concerne d'abord la méthode des prospections (*field surveys*) qui permettent dans l'idéal de retrouver tous les types de traces d'implantations humaines sur un territoire restreint donné : tout le problème est de savoir si le nombre des sites retrouvés est proche du nombre des sites réellement occupés à une époque donnée. Les conséquences d'un plus ou moins bon taux de découverte (*recovery rate*) sont évidentes pour le calcul de la population romaine d'époque impériale. — Après un premier chapitre de Simon Price (p. 17-35) consacré à l'apport des *surveys* scientifiques en Grèce et en Crète, les deux chapitres suivants, écrits par Robert Witcher (p. 36-75) et par David Mattingly (p. 76-96), répondent à la thèse avancée par Elisabeth Fentress dans son article intitulé « Peopling the Countryside: Roman Demography in the Albegna Valley and Jerba », publié dans le premier volume de la

série (cf. *supra*), qui estimait, de façon « positiviste » (p. 76), que le nombre de sites retrouvés en prospection était représentatif du nombre des sites réellement occupés. Pour R. Witcher (p. 49-50), postuler de mauvais taux de représentation des sites signifie que les campagnes étaient peuplées, mais mal intégrées aux réseaux urbains de consommation, tandis que postuler de bons taux signifie un moindre peuplement mais une meilleure intégration économique. C'est d'ailleurs à peu près aux mêmes conclusions qu'arrive A. Wilson (p. 192-193) sur les taux d'urbanisation : des taux hauts d'urbanisation signifient une population globale moindre mais une efficacité économique meilleure ; des taux bas, le contraire. Les deux articles de R. Witcher et de D. Mattingly incitent donc à la prudence, le premier en soulignant les biais économiques et culturels qui expliqueraient les différences importantes constatées d'un site à l'autre dans les dépôts d'artefacts (des paysans pauvres ou mal intégrés au marché urbain consommeront peu des céramiques retrouvées par les fouilleurs) ; le second soulignant pour sa part un autre biais possible : l'érosion naturelle et humaine des sols dans les zones actuellement cultivées. Il fait donc l'hypothèse que les taux de représentativité des *field surveys* sont sans doute assez bas dans les zones agricoles. Les études réalisées dans des zones arides ou désertiques en Tunisie (Kasserine survey, proposant une densité de 30 hab./ km<sup>2</sup>), en Libye (Fazzan Project, 80 hab./km<sup>2</sup> dans cette oasis occupée par la tribu des Garamantes, et jusqu'à 250 hab./km<sup>2</sup> si l'on inclut la ville) ou en Jordanie (Wadi Fayán Project, 50 hab./km<sup>2</sup>) donnent des densités étonnamment plus hautes que celles réalisées dans les zones agricoles (par exemple les évaluations de R. Witcher pour la région suburbaine romaine, de 40 à 60 hab./km<sup>2</sup>, et celles d'E. Fentress pour la vallée d'Albegna, 21 hab./km<sup>2</sup>). Il conclut donc sur le fait que la population des zones agricoles doit être sous-évaluée. Le quatrième chapitre de P. Attama et T. De Haas (p. 97-140) applique les méthodes de R. Witcher à une zone de la région pontine assez bien fouillée par trois *surveys* et montre sur la longue période une claire augmentation de la densité de peuplement, même si les sites ne sont pas également représentés : les villas maritimes qui apparaissent à la fin de la République sont évidemment bien retrouvées en prospection, tandis que les fermes éparses sont beaucoup moins bien représentées, surtout dans les anciens *surveys*. La densité d'environ 60 hab./km<sup>2</sup> à l'époque impériale, confirmant celle proposée par R. Witcher pour le *suburbium* romain, montre une bonne intégration de ce territoire au réseau routier et aux marchés urbains. — Plusieurs chapitres s'intéressent ensuite à la taille des villes et au réseau urbain. Un des problèmes auquel doivent se confronter tous les auteurs de cette deuxième partie est le seuil à partir duquel une agglomération peut être considérée comme une ville et les critères de sa définition. Les éditeurs rappellent utilement en introduction que les capitales des cités antiques sont parfois plutôt des chefs-lieux ruraux et que les villages orientaux, d'Asie Mineure ou d'Égypte, sont souvent plus grands que des cités du lointain Occident. Les critères utilisés sont donc plutôt quantitatifs, mais restent subjectifs : les villes commencent à 5000 habitants, pour les éditeurs (p. 10) ou pour N. Morley (p. 147) ; ou bien quand elles dépassent les 10 ha, pour J. Hanson (p. 235). Avec un seuil de 5000 habitants groupés, les taux d'urbanisation restent assez bas et fluctuent en tout cas en fonction de l'importance de la population globale : N. Morley, p. 143-160, rappelle ainsi, sans prendre parti, combien le taux d'urbanisation fluctue dans les évaluations modernes selon que l'on retient une estimation haute ou basse de la population globale (la population italienne étant estimée à 7 millions pour J. Beloch ou P. Brunt et jusqu'à 14 millions d'habitants pour E. Lo Cascio). De la même façon, A. Wilson, p. 191, estime entre 7,4 % et 13,4 % le taux d'urbanisation de l'Empire, en fonction des hypothèses avancées sur la taille de la population impériale. — On peut se demander toutefois si ce seuil de 5000 habitants n'est pas trop haut pour le monde ancien, bien peu peuplé globalement par rapport à l'époque moderne, qui sert aux auteurs de point de comparaison. Ce seuil fait qu'on ne compte ni les petites cités de quelques milliers d'habitants, ni les agglomérations secondaires, si importantes dans certaines régions, comme l'Égypte ou la Gaule (Pour une présentation de la production des agglomérations secondaires gauloises, lieu important des productions artisanales sous l'Empire, voir notamment A. FERDIÈRE, « L'artisanat

gallo-romain entre ville et campagne. Histoire et archéologie. Position historique du problème, méthodologie, historiographie », dans M. POLFER [dir.], *Artisanat et productions artisanales en milieu rural dans les provinces du nord-ouest de l'empire romain. Actes du colloque, Erpeldange (Luxembourg)*, Montagnac, 1999, p. 9-24) : elles sont pourtant parfois peuplées de plusieurs milliers d'habitants, en plus d'être le lieu de productions non agricoles et d'avoir un bâti plus monumental, critères qualitatifs qui comptent aussi dans l'appréciation d'une ville, comme d'ailleurs A. Wilson le rappelle p. 162-170. A. Wilson dans son tableau récapitulatif, p. 191, reste en fin de compte très prudent en proposant deux estimations du taux d'urbanisation, selon que l'on retient un seuil de 1000 habitants – le taux serait alors entre 10 % et 20 % de la population – ou un seuil de 5000 – le taux serait entre 7,4 % et 13,4 % de la population. Il suggère aussi d'autres modes d'appréciation des villes romaines, notamment par la comparaison avec la taille des villes d'époque médiévale ou moderne et conclut toujours en faveur d'une taille supérieure des villes moyennes romaines par rapport aux villes importantes d'époque postérieure. — Annalisa Marzano (p. 196-228) avance pour sa part un modèle intéressant d'appréciation du réseau urbain en fonction de l'équation du linguiste Zipf (selon le principe que le produit du rang de la ville et de sa taille est toujours constant). La comparaison de la courbe réelle obtenue et de son modèle logarithmique idéal semble bien apporter des résultats importants : ainsi, la moindre importance de certaines capitales provinciales par rapport aux villes moyennes du réseau (par exemple, l'importance des villes de Tarraconnaise en comparaison de Tarragone) révèle des différences interrégionales importantes, qui peuvent s'expliquer selon le rapport au centre romain prédateur : les provinces plus lointaines comme la Lusitanie ont un réseau urbain mieux intégré régionalement que des provinces trop liées à Rome par leur lien clientélaire et leur commerce. Le chapitre de J. Hanson (p. 229-275), consacré aux cités d'Asie Mineure, applique les mêmes méthodes qu'A. Wilson dans le chapitre 7 (multiplier la superficie et une densité probable, entre 150 ha et 250 ha, encadrée par une fourchette entre 100 et 400 hab./ha) et par A. Marzano, pour, lui aussi, souligner l'importance du lien à Rome dans le développement des cités sous l'Empire. Les plus grandes villes d'Asie Mineure sont celles qui regardent vers l'Ouest et qui sont liées aux réseaux commerciaux méditerranéens. Ce chapitre révisé aussi nettement les chiffres proposés par les spécialistes de l'Asie Mineure : Ephèse, évaluée par T. Broughton à 225 000 habitants, de même que Pergame, évaluée à plus de 120 000, tombent ainsi à une population comprise entre 20 000 et 90 000 habitants. Quant au chapitre de S. Keay et G. Earl (p. 276-316) consacré à un *conuentus* du sud de la Bétique, il s'intéresse, comme J. Hanson, aux territoires des cités et à l'évaluation de leur capacité démographique à partir de différents critères. Il montre qu'au-delà de la délimitation juridique des cités, le paysage, les voies de circulation comptent beaucoup pour la répartition des populations des territoires. — Le chapitre consacré à l'Égypte et que l'on doit à Alan Bowman (p. 317-358) a pour sa part le mérite de souligner l'utilité de l'approche diachronique, qui manque parfois un peu aux autres chapitres régionaux. Ce chapitre s'interroge en effet sur la question de la croissance démographique et de ses causes, en révisant les données de W. Clarysse et de D. J. Thompson pour l'époque ptolémaïque. Selon lui, l'Égypte serait passée de 2,5 millions au milieu du III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. à 4 millions en 150 av. J.-C., pour atteindre 7 millions au I<sup>er</sup> s. apr. J.-C. Le pays devrait l'essentiel de sa croissance jusqu'en 150 av. J.-C. à l'immigration grecque, le reste de la hausse s'expliquant par la croissance naturelle de la population jusqu'à la peste antonine (estimée à une croissance annuelle de 0,25 %, chiffre auquel parvenaient aussi R. Bagnall et B. Frier à partir de la comparaison des structures des foyers égyptiens avec les *Model life tables* modernes). — On voit donc qu'à tout prendre, beaucoup de travail reste à faire pour interpréter les données archéologiques en termes démographiques. Toutes les études du livre n'ont pas toujours adopté les mêmes critères (les éditeurs le soulignent p. 3-4) et leurs conclusions peuvent diverger. Mais ce livre, très sensible aux questions méthodologiques, a pour objectif et première vertu de nous dépouiller de notre naïveté

face aux données archéologiques et à l'utilisation des hypothèses modernes. – Christel FREU.

Yann LE BOHEC, *Naissance, vie et mort de l'Empire romain : de la fin du I<sup>er</sup> siècle avant notre ère jusqu'au V<sup>e</sup> siècle de notre ère* (Antiquités. Synthèses, 15), Paris, Picard, 2012, 17 x 24, 847 p., br. EUR 56, ISBN 978-2-7084-0930-9.

L'exposé suit un ordre chronologique et thématique : les empereurs jusqu'aux Antonins ; aspects politiques, militaires (par un spécialiste de l'armée romaine), économiques, sociaux, religieux et artistiques ; les différentes parties de l'Empire ; III<sup>e</sup> siècle, IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles et subdivisions semblables à celles du Haut-Empire. La matière est abondante, l'A. raconte aisément et l'analyse des faits politiques est plus pointue (toutefois dépourvue de notes). L'A., en effet, a une vision de la crise du III<sup>e</sup> siècle, qui débute par l'affaiblissement de l'armée (p. 631 et s.) : effectifs insuffisants, encadrement inégal, logistique mal assurée, marine inefficace, stagnation de l'armement et de la tactique, stratégie défensive et aveugle, car la crainte de l'Iran (Parthes, puis Perses, fixés à la fin du siècle) fut plus forte que celle des Goths. Ensuite, la conjoncture économique : les Anciens n'en avaient aucune idée, ignorant les mécanismes d'inflation et de déflation ; instabilité monétaire. Sécessions (Zénonie, Postumus). Stabilisation aussi (Claude II le Gothique, Aurélien...), relativement modeste toutefois et diverse selon les provinces. La fin du III<sup>e</sup> s. et la première moitié du IV<sup>e</sup> s. voient un redressement (p. 671 et s.) que l'observation du titre et de l'aloï des monnaies, de la production de céramique met en lumière. L'A. partage cette vision (tétrarchie, réformes monétaires, fiscales et militaires), jusqu'en 361, où commence la dégradation (p. 684 et s.). Ici et ailleurs, il insiste sur les différences, allant grandissant, entre un Occident en déclin et un Orient plus stable. S'interrogeant sur la fin de l'Empire (d'Occident), l'A. insiste sur sa lenteur (de 406 à 476), le déficit de l'armée, l'incapacité, déjà avant 406, à se redresser. L'exposé est clair et vivant, le ton parfois direct (p. 70 : le « charabia » de tel historien) ou réaliste (p. 680 : Constance II « se révéla intolérant, ce qui était normal à cette époque » ; p. 690, à propos du moralisme de Théodose I<sup>er</sup> : « La liberté religieuse n'était pas conçue comme normale. Elle ne l'est d'ailleurs toujours pas partout au XXI<sup>e</sup> siècle »). Chaque subdivision et la fin du volume ont une bibliographie, très sélective. Ouvrage bien écrit, personnel mais critique, particulièrement sur l'évolution de la crise de l'Empire et ses conséquences. – B. STENUIT.

Colin ADAMS, *Land Transport in Roman Egypt: A Study of Economics and Administration in a Roman Province* (Oxford Classical Monographs), Oxford, University Press, 2007, 14.5 x 22.5, XIV + 331 p., rel. £ 60, ISBN 0-19-920397-0.

Le chap. 1 présente le coût et les réalités du transport terrestre dans l'Empire romain, puis en Égypte, où il était indispensable pour amener, là où les canaux faisaient défaut, les marchandises sur le Nil (exemple du Fayoum, distant de 100 km). Les papyrus, auxquels l'A. fait constamment référence, malgré leur inégale distribution spatiale et temporelle, complètent les données des sources littéraires et archéologiques ; les réalités d'aujourd'hui sont elles-mêmes prises en compte. Chap. 2 : Topographie et transports ; Nil et voies terrestres sont indissociables. Chap. 3 : le chameau, utilisé surtout à l'époque romaine ; l'âne, moyen le plus courant ; le cheval, peu rentable ; la mule, peu utilisée ; le bœuf, rare ; les charrettes, seulement pour certains transports. Chap. 4 : entretien, harnachement et capacités des animaux. Chap. 5 ; organisation du transport animalier, locations, transactions. Chap. 6 : contrôle de l'État, malgré des abus nombreux ; le nombre d'animaux, utile pour (chap. 7) les réquisitions (pas seulement pour le transport des grains, avec abus). Les quatre